

## BÉZOUOTTE

# Préemption d'une parcelle : la justice suspend la décision du maire

Mercredi 9 février, le tribunal administratif de Dijon devait traiter, en référé, d'une affaire de droit de préemption urbain dans la commune de Bézuotte. Le juge a décidé de suspendre la décision du maire d'exercer ce droit sur une parcelle d'environ 15 000 m<sup>2</sup>.

Le juge administratif a été saisi en référé afin de suspendre la décision du maire de Bézuotte d'exercer son droit de préemption urbain sur une parcelle d'environ 15 000 m<sup>2</sup> située au lieu dit Le Marais.

À l'origine, l'association foncière qui possédait ce terrain a décidé de le vendre à un particulier, qui souhaitait y construire sa maison. Vu la taille du terrain, qui constitue la seule possibilité de développement foncier du village, le premier édile et son conseil ont décidé de préempter la parcelle.

## Trois questions soulevées

Pour définir la légalité de cette décision, trois questions ont été soulevées lors de l'audience, mercredi 9 février. La première étant : « Y a-t-il un projet d'intérêt général sur cette parcelle ? ». Pour le demandeur, l'acheteur du terrain, « la commune ne démontre pas qu'elle a un véritable pro-



Le maire de Bézuotte et les conseillers municipaux avaient décidé de préempter une parcelle en vente dans le village. Le tribunal administratif a suspendu cette décision. Photo d'illustration LBP/Philippe BRUCHOT

« Il y avait possibilité de faire sept maisons sur cette parcelle. [...] Avec une seule maison, les finances de la commune ne vont pas supporter. »

Pascal Théron, maire de Bézuotte



jet sur cette parcelle », ce que conteste le maire, Pascal Théron, qui rappelle que « la taille de [sa] commune, 117 ha, ne [lui] per-

met ni de grandir ni d'augmenter sa population. Le plan local d'urbanisme envisage (plans à l'appui) un projet de sept maisons

d'habitation (même si la commune ne s'est pas encore engagée dans les travaux). Sept maisons signifient sept familles, ce qui est encourageant ». La municipalité craint qu'un seul propriétaire ne fasse construire qu'une seule maison, bien que l'on ne connaisse pas les intentions de l'acheteur.

La deuxième question posée est : « Le droit de préemption est-il applicable globalement sur la totalité de la parcelle ou est-il divisible ? ». La parcelle se compose de trois zones, comprenant 5 100 m<sup>2</sup> en zone constructible,

8 000 m<sup>2</sup> en zone agricole et 3 000 m<sup>2</sup> en zone inondable. Le droit de préemption étant légalement exclu sur ces deux dernières, le maire n'aurait-il pas dû exercer son droit que sur la partie constructible ?

## Un coup dur pour les finances communales ?

Enfin, les demandeurs contestent également l'intérêt financier pour la commune. Sur ce point, le premier édile explique que si une construction est réalisée sur cette parcelle, « le plan local d'urbanisme prévoit que la commune doit réaliser environ 480 mètres de voirie avec un espace de contournement pour le véhicule de ramassage des ordures ménagères. Il faut aussi prévoir l'éclairage public, soit neuf lampadaires. Il y avait possibilité de faire sept maisons sur cette parcelle. Dans ce cas, ça aurait été viable, avec la taxe foncière et sept nouvelles familles [...], mais avec une seule maison, les finances de la commune ne vont pas supporter ». Finalement, le tribunal administratif a délibéré et a indiqué suspendre la décision du maire de préempter cette parcelle. Le premier édile nous a indiqué qu'il souhaiterait saisir le Conseil d'État concernant ce jugement.

Bénédicte D'ORGEVAL (CLP), avec Grégory VALLOIRE

## MIREBEAU-SUR-BÈZE

## La plateforme mobilité de Créativ' intègre l'antenne France services

La plateforme mobilité de Créativ' a rejoint l'antenne France services de Mirebeau-sur-Bèze. Dans ce cadre, une signature de convention liant la communauté de communes Mirebellois et Fontenois à la structure a eu lieu vendredi 4 février.

« La mission de la plateforme mobilité est d'accompagner, de façon individualisée, les personnes [ayant des difficultés pour se déplacer] afin qu'elles accèdent à l'emploi ou à la formation [...], explique Florence Muller, sa responsable. « La mobilité est un frein pour 23 % des Français, qui ont dû renoncer à un emploi. »

## Accompagner à une mobilité autonome pour faciliter l'insertion professionnelle

L'enjeu de cette structure est d'amener les bénéficiaires vers une mobilité durable et autonome afin de faciliter et d'accélérer leur insertion socioprofessionnelle. Elle bénéficie de différents services : maîtrise des outils pour se déplacer, accompagnement aux permis AM et B, location solidaire de voitures,



La structure de Créativ' a intégré l'antenne mirebelloise de France services, qui a été labellisée il y a plus d'un an. Photo LBP/Régis CRITON

réparation solidaire de véhicules, aides aux démarches administratives liées aux permis, recherche d'aides financières, etc. Des services que la conseillère propose à l'issue d'un entretien individuel.

La plateforme mobilité est un service de Créativ', une association loi



Une convention a été signée le 4 février entre la communauté de communes et la plateforme mobilité. Photo LBP/R. C.

1901 qui intervient pour le compte des collectivités territoriales et des services de l'État dans le champ de l'emploi, de l'insertion et des compétences.

Vendredi 4 février, une convention entre la communauté de communes Mirebellois et Fontenois et la plateforme mobilité a été signée, entérinant la venue de cette structure à l'antenne France services de Mirebeau-sur-Bèze. Celle-ci a été inaugurée lundi 7 octobre 2019 et labellisée le 1<sup>er</sup> janvier 2020 par les services de l'État. Son principal objectif est de permettre au public d'effectuer ses démarches administratives auprès des services publics en un même lieu (santé, retraite, emploi, logement, justice, impôts...).

► France Services : 6 bis, place Général-Viard, 21310 Mirebeau-sur-Bèze. Tél. 03.80.38.02.48. Courriels : mirebelloisetfontenois@france-services.gouv.fr et d.colnot@mfcc.fr

► Créativ' : contact auprès de Magali Colas pour prendre un rendez-vous et obtenir davantage de renseignements. Permanence un vendredi sur deux, de 9 à 12 heures. Courriel : plateforme.mobilite@creativ21.fr. Tél. 06.24.36.62.40.